

Partage des richesses

Pour commencer quelques repères et chiffres :

La France :

En 2023, la France est la 7^e puissance économique mondiale selon le Fonds monétaire international et la 3^e puissance économique en Europe derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni^{14,15}. Avec un PIB nominal de 2 940 milliards de dollars, la France se place derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne, l'Inde et le Royaume-Uni^{15,16}.

Au 1^{er} janvier 2023, la France compte **68 042 591 habitants**

Les richesses en France :

La richesse des milliardaires français a été multipliée par trois entre 2007 et 2017, et la France est le pays d'Europe qui a le plus fortement rémunéré les actionnaires²⁹.

En 2023 selon Forbes, l'homme le plus riche du monde est **Bernard Arnault** propriétaire du groupe de luxe LVMH **211€ milliard de \$ net**, et la femme la plus riche du monde est **Francoise Bettencourt Meyers** héritière de L'Oréal **80,5 milliard de \$ net**.

Selon l'INSEE en 2019, le patrimoine financier est particulièrement concentré en France :

- Les 5 % des ménages les mieux dotés en patrimoine financier en détiennent plus de la moitié
- 1 % des ménages en possèdent 31 %
- Les 10 % de Français les plus riches détiennent 46 % du patrimoine brut quand les 50 % les plus pauvres en ont que 8 %³¹.

« La totale déconnexion entre l'évolution des plus hauts revenus et ceux du reste de la population est désormais bien documentée (...) : l'économiste Thomas Piketty a établi qu'entre 1983 et 2014, les 1% les plus riches avaient capté 20% de la croissance économique, soit autant que les 50% les moins riches.

La pauvreté en France Source : DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) 2020

-4,30 millions de personnes sont allocataires de l'un des minima sociaux, un chiffre en augmentation de +1,2 % depuis fin 2018. En incluant les conjoints et les personnes à charge, 6,9 millions de personnes sont couvertes par les minima sociaux fin 2019, soit 10 % de la population.

- 6,54 millions de foyers bénéficient d'une aide au logement,

- 4,50 millions, de la prime d'activité,

- 6,77 millions, d'une prestation familiale

- et 6,91 millions de personnes de la complémentaire santé solidaire (CSS).

-Enfin, 5,54 millions de ménages ont reçu un chèque énergie en 2020.

Macron et son gouvernement, ils font quoi pour rétablir l'égalité ?

Une politique fiscale qui favorise les plus riches :

- Suppression de l'ISF : perte de 3 milliards d'euros par an pour les recettes de l'État,
- Instauration de la Flat tax (PFU) sur les revenus financiers : perte de 900 millions d'euros par an,
- Baisse des impôts sur les sociétés entre 2018 et 2022 : perte de 30 milliards d'euros,
- Réduction des cotisations sociales patronales : perte de + de 350 milliards d'euros depuis 2018,
- Niches fiscales : perte de 90 milliards.

Nous ce que l'on veut c'est une justice fiscale, sociale et environnementale !

En France la redistribution des richesses doit et devrait passer en partie par la collecte de l'impôt et sa redistribution équitable.

Mais aujourd'hui, le consentement à l'impôt est écorné, et c'est principalement du fait de l'existence de multiples mesures fiscales injustes et inégalitaires.

Depuis de très nombreuses années, les politiques fiscales mises en œuvre ont considérablement réduit l'action publique et n'ont fait qu'augmenter les injustices. Pour de très nombreux contribuables, l'impôt est aujourd'hui source d'iniquité d'autant plus quand les plus riches en payent de moins en moins ou arrivent à échapper à l'imposition par le biais de montages financiers illégaux.

Pour Solidaires, l'urgence est de faire de la fiscalité un outil juste qui permette une vraie redistribution des richesses. Ainsi, nous préconisons de refondre le système fiscal en agissant sur différentes fiscalités : celle des particuliers, du patrimoine et des entreprises, en introduisant plus de progressivité, en réalisant de vrais bilans des niches fiscales dans le but de supprimer toutes celles qui ont un coût exorbitant pour la collectivité et qui sont inefficaces sur le plan économique.

Quelques mesures emblématiques à mettre en œuvre :

- Supprimer les dépenses fiscales qui ont montré leur inefficacité ou leur efficacité très limitée dont le but était d'agir sur l'intérêt commun soit en créant des emplois (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) soit en contribuant à la recherche (Crédit Impôt Recherche).
- Remettre en place un impôt de solidarité sur la fortune (ISF). La transformation de l'ISF en Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) coûte plus de 3 milliards d'euros aux finances publiques.

Solidaires pense nécessaire **l'instauration d'une fiscalité environnementale** qui permette de faire changer les comportements et ne se réduise pas à de nouvelles taxes sur la consommation touchant les ménages plus modestes. Une fiscalité écologique plus juste devrait s'appuyer sur deux principes :

- l'équité, avec l'application de tarifs sociaux et/ou progressifs selon que la consommation est essentielle ou superflue
- le pollueur payeur qui permet de ne pas faire peser sur la collectivité les conséquences négatives et écocides de certaines activités

Macron et son gouvernement nous répondent ! « il n’y a pas d’argent magique » !

Et pourtant, les entreprises françaises engraisent les capitalistes !

Les entreprises françaises du CAC 40 ont dégagé en 2022 plus de 142 milliards d’euros de bénéfices grâce aux records du luxe et de l’énergie, bénéficiant de l’inflation et de la crise énergétique : Exemples, Total Energie réalise un bénéfice historique en pleine crise énergétique de plus de 19 milliards d’euros en 2022, ou la BNP avec un bénéfice de 10 milliards d’euros, le constructeur Stellantis (ex-PSA) affiche, lui, 16,8 milliards d’euros de profits.

De l’argent il y en a et on le sait !

- Fraude et évasion fiscales : entre 80 et 100 milliards par an,
- Cadeaux fiscaux et aides publiques aux entreprises : environ 160 milliards d’euros par an, environ 1/3 du budget de l’État, soit 3 fois plus qu’il y a 20 ans.

De l’argent il y en a aussi pour financer nos retraites, on le sait aussi !

DES RECETTES EXISTENT :	Gains
Supprimer les exonérations de cotisations sociales vieillesse	15 milliards d’euros par an
Ponctionner le fonds de réserve des retraites	1,5 milliard d’euros par an
Augmenter les cotisations sociales patronales de 0,8 %	12 milliards d’euros par an
Introduire une cotisation sociale sur les dividendes avec un taux de 28%	25 milliards d’euros par an
Rétablissement de l’Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)	3,2 milliards d’euros supplémentaires
Augmenter le niveau général des salaires	
Égalité salariale entre les femmes et les hommes	5 milliards d’euros
Total	61, 7 milliards

Nos revendications à prendre en urgence pour partager les richesses :

- Retraite à 60 ans max, 37.5 années de cotisation max, au niveau du SMIC au minimum
- SMIC à 1700 € net +400 € par mois pour toutes et tous, écart de salaires de 1 à 5 au maximum
- Égalité des salaires entre les femmes et les hommes
- Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits
- Conditions sociales et écologiques des aides publiques aux entreprises
- Partage du travail avec 32 h hebdomadaires de référence sans perte de salaire ni flexibilité

Pour conclure, à Solidaires, on chante dans nos cortèges :

« Tout est à nous, rien n’est à eux, tout ce qu’ils ont, ils l’ont volé ! Partage des richesses, partage du temps de travail, ou sinon ça va péter ! »